

## COMMUNIQUÉ

---

### **L'enseignement de la philosophie en lycée professionnel nécessite une mise en œuvre sereine**

Lors du Conseil Supérieur de l'Éducation du 21 janvier 2021, le ministère a présenté un projet d'arrêté modifiant les modalités d'organisation de la co-intervention pour les classes de terminale bac pro. Ce projet d'arrêté prévoit, entre autres, l'introduction d'un atelier de philosophie.

Le SNUEP-FSU est depuis très longtemps demandeur d'un enseignement de philosophie pour tou·tes les élèves des lycées professionnels – enseignement qui doit être réfléchi et non calqué sur l'existant en LGT. Pourtant le SNUEP-FSU dénonce sa mise en œuvre telle que proposée par le ministre Blanquer : l'utilisation des heures de co-intervention pour instaurer des ateliers de philosophie n'est pas adaptée et profondément injuste pour certaines disciplines.

En effet, le financer en puisant dans les heures d'enseignement professionnel, mathématiques et français diminuera d'autant ces enseignements, déjà fortement réduits avec la transformation de la voie professionnelle voulue par le ministre. Dans les établissements, cela risque d'amplifier les tensions qui ne favoriseront pas l'implantation de cet enseignement.

Dans un premier temps, le SNUEP-FSU demande 26 heures annuelles (1 heure par semaine) prises sur le volume des 91 heures d'accompagnement personnalisé et de faire apparaître clairement cet enseignement dans les grilles pour assurer son développement pour tous les élèves. La majorité des organisations syndicales adhèrent à cette proposition du SNUEP-FSU.

Les expérimentations ont montré que l'enseignement de la philosophie est un apport réel pour les poursuites d'étude ou l'insertion professionnelle des élèves puisqu'il participe, comme les autres disciplines, à former des citoyen·nes éclairé·es.

Pour le SNUEP-FSU, les déréglementations introduites pour la co-intervention en terminale dans la grille horaire sont en réalité un nouveau prétexte pour augmenter l'autonomie des EPLE, accentuer les inégalités et fragiliser nos lycées pros. Les horaires d'enseignement seront différents entre les établissements, voire entre les classes d'un même établissement, alors que les élèves candidatent à un même examen national !

Il faut mettre un coup d'arrêt à ce démantèlement de la voie professionnelle et exiger un plan d'urgence pour nos lycées, SEP, SEGPA et EREA. Le SNUEP-FSU appelle les PLP à se mobiliser massivement par la grève et à rejoindre en nombre les manifestations le mardi 26 janvier 2021.